

Un passage en cabinet permet généralement de se constituer un joli carnet d'adresses dans le public aussi bien que dans le privé

... de la formation professionnelle. » En revanche, les postes plus « politiques » (directeur de cabinet, communication, relations avec le Parlement) sont confiés à des contractuels proches humainement et politiquement du ministre. « Il est essentiel d'avoir cette connivence avec son ministre pour porter ses idées », explique Louise. Laurent a poussé son engagement politique jusqu'à décrocher un mandat d'élu local sous l'étiquette UMP. Mais il a croisé des conseillers plus versatiles : « En 2007, les six ministres d'ouverture [NDLR : Bernard Kouchner, Éric Besson, Jean-Pierre Jouyet, Martin Hirsch, Jean-Marie Bockel, Fadela Amara] ont fait venir des conseillers de gauche dans leur cabinet. Certains d'entre eux n'ont eu aucun mal à se recaser dans des cabinets de droite par la suite. »

Un gros budget salaires. Auteure, en 2007, d'un rapport sur la composition des cabinets ministériels pour la Fondation Ifrap, le think tank libéral qu'elle dirige, Agnès Verdier-Molinié aimerait y voir davantage de conseillers issus du privé. Si les fonctionnaires sont largement majoritaires, c'est, selon elle, pour une raison purement économique : « Les conseillers issus de la fonction publique restent rémunérés par leur administration d'origine. Le ministère ne leur verse qu'une prime de cabinet, variable



d'un cabinet à l'autre. En revanche, le salaire des contractuels est entièrement porté par le ministère. » Pour atteindre la parité public-privé, par souci de transparence et pour responsabiliser les ministres, Agnès Verdier-Molinié plaide depuis 2007 pour que les conseillers soient tous rémunérés par le ministère qui les emploie. En vain, jusqu'à présent. Et pour cause : alors que les ministères sont priés de se serrer la ceinture, la masse salariale de leur cabinet représente un budget considérable. Le député socialiste René Dosière, qui a fait du train de vie de l'État sa spécialité, a établi une échelle de rémunération des conseillers : de 4 477 euros net mensuels pour un jeune conseiller dans un secrétariat d'État et 4 876 euros pour le même jeune dans un ministère, jusqu'à 9 970 euros pour les cadors d'un secrétariat d'État et 11 235 euros pour les éminences grises d'un ministre. « Bien qu'élevées, les rémunérations des conseillers au gouvernement demeurent très inférieures à celles accordées par l'Élysée, explique René Dosière. En 2008, la rémunération nette (primes incluses) des cinq conseillers les mieux payés était de 16 479 euros par mois : près de 50% de plus. »

Quand la fiction s'en mêle

À défaut de réellement me faire toucher l'histoire en marche, mes cinq ans d'expérience dans deux grands cabinets ministériels m'ont permis de soulever un coin du rideau et de mieux comprendre les coulisses du pouvoir », explique Louise. Soulever ce coin de rideau : c'est ce que la fiction propose désormais à des Français passionnés de politique. La BD *Quai d'Orsay*, qui relate les tribulations d'un jeune conseiller chargé de rédiger les discours d'un garde des Sceaux ressemblant étrangement à Dominique de Villepin, le téléfilm « les Hommes de l'ombre » et son combat de deux

conseillers en communication pour gagner une élection présidentielle, ou le film *l'Exercice de l'État* et les désillusions d'un ministre des Transports et de son directeur de cabinet contraints de se convertir à la *Realpolitik* ont séduit des Français longtemps privés de fictions réalistes et contemporaines « à l'anglo-saxonne ». « Ces histoires, très documentées, restituent bien la vie d'un cabinet, estime Pierre (sept ans d'expérience dans trois cabinets). Seule l'échelle de temps m'a semblé peu réaliste. Il a sans doute fallu accélérer le tempo pour les besoins

de la dramaturgie. » Lors de la dernière cérémonie des Césars, Michel Blanc, le directeur de cabinet de *l'Exercice de l'État*, a été récompensé alors qu'Olivier Gourmet, le ministre, est reparti bredouille. « Un pied de nez à Nicolas Sarkozy qui cornaque ses ministres avec des directeurs de cabinet surpuissants », s'amuse un journaliste politique... *Quai d'Orsay*, de Christophe Blain et Abel Lanzac, éditions Dargaud, tome I, paru en mai 2010, tome II, paru en décembre 2011. « Les Hommes de l'ombre », série en six épisodes diffusés en janvier et février 2012 par France 2. *l'Exercice de l'État*, film de Pierre Schoeller, sorti en octobre 2011.

Grassement payés, les conseillers ? Compte tenu de leur niveau de qualification et de leur engagement, ces émoluments n'ont rien d'extravagant : « En cinq ans de cabinet, j'ai l'impression d'avoir travaillé 24 heures sur 24, et je n'ai jamais pris plus de deux semaines de congé par an », explique Louise, qui ne se remet toujours pas de s'être vu demander par l'administration de restituer les deux semaines de salaire trop perçues alors qu'elle a dû quitter son poste sans préavis en milieu de mois. Elle en garde néanmoins le souvenir de la période la plus exal-

Liaisons sociales

www.wk-rh.fr

Numéro 131 / Avril 2012 / 4,10 euros

magazine

CAHIER MÉTROPOLIS

Montpellier,
côté social **PAGE 39**

Très cher modèle social...

PAGE 16

90% des Français
estiment que notre système
de protection sociale
est une chance.
Même s'il est coûteux.

SONDAGE EXCLUSIF

Liaisons sociales magazine-
Harris Interactive

PAGE 24



M 05710 - 131 - F: 4,10 €

